



## La corruption au Cameroun: Perceptions publiques et moyens de lutte

Dépêche No. 94, Afrobaromètre | Gérard-José Ebodé

### Résumé

Selon les citoyens camerounais, la corruption est un phénomène bien ancré dans l'administration publique ainsi que dans le secteur privé. Pire, près de la moitié des Camerounais affirment que le niveau de la corruption a augmenté pendant l'année écoulée, et la majorité trouvent inefficace la politique de lutte contre la corruption du gouvernement, y compris l'« Opération Epervier ».

Pour près de la moitié des Camerounais, « tous » ou « la plupart » des membres du gouvernement sont impliqués dans des affaires de corruption. De même, les policiers, les agents des impôts, les hommes d'affaires, et les magistrats sont majoritairement perçus comme corrompus. Par contre, les chefs religieux et les chefs traditionnels sont moins perçus comme corrompus.

Plus de la moitié des Camerounais pensent que les citoyens peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption, surtout en refusant de payer des pots-de-vin et en signalant les cas de corruption. Mais presque tous les citoyens qui paient des pots-de-vin pour obtenir des services publics ne signalent pas ces cas de corruption aux autorités.

Près des deux-tiers des Camerounais pensent que les médias doivent enquêter sur les cas de corruption et les erreurs du gouvernement, et plus de la moitié trouvent que les médias sont efficaces dans ce travail.

### L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les résultats des enquêtes du Round 6 (2014/2015) sont actuellement en cours de dissémination. Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 ou 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre, qui est dirigée au Cameroun par le Centre d'Etude et de Recherche en Economie et Gestion (CEREG) de l'Université de Yaoundé 2, a interviewé 1.200 adultes camerounais en janvier 2015. Cet échantillon donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Une première enquête a été menée au Cameroun en 2013.

### Résultats clés

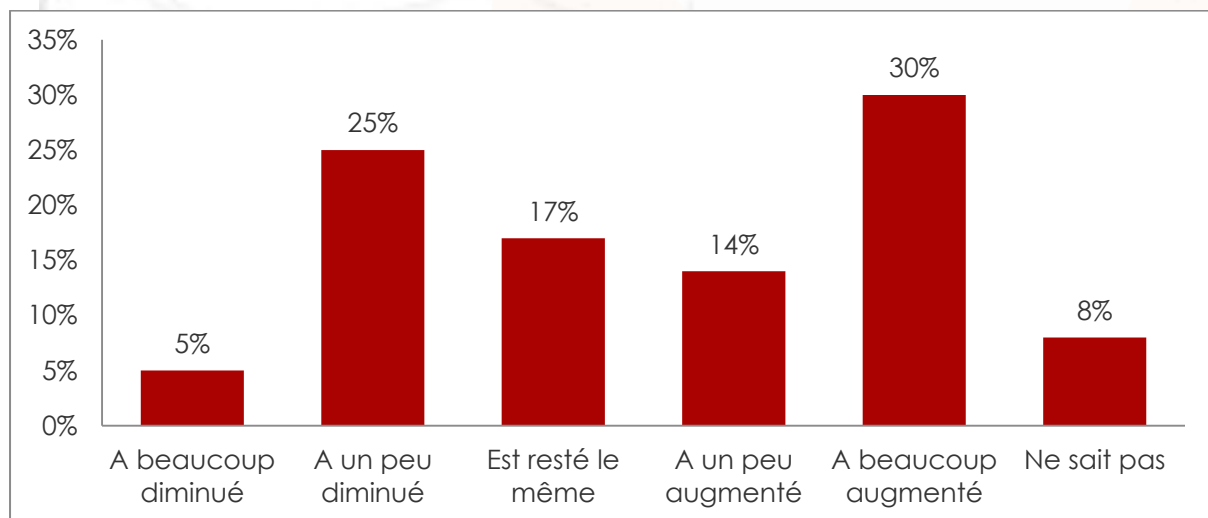
- Pour 44% des Camerounais, le niveau de la corruption a augmenté pendant l'année écoulée.
- Près de la moitié (45%) des Camerounais pensent que « tous » ou « la plupart » des membres du gouvernement sont impliqués dans des affaires de corruption.

- La majorité des Camerounais disent que « tous » ou « la plupart » des policiers, des agents des impôts, des hommes d'affaires, et des magistrats sont corrompus. Par contre, les chefs religieux et les chefs traditionnels sont moins perçus comme corrompus.
- La grande majorité (95%) des citoyens qui paient des pots-de-vin pour obtenir des services publics ne signalent pas ces cas de corruption aux autorités.
- La majorité (56%) des Camerounais pensent que les citoyens peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption, surtout en refusant de payer des pots-de-vin et en signalant les cas de corruption.
- Selon 57% des citoyens, la politique de lutte contre la corruption du gouvernement camerounais est inefficace.

### La corruption ancrée dans la société camerounaise

Lorsqu'on leur demande si le niveau de la corruption a augmenté, a diminué, ou est resté le même au Cameroun pendant l'année écoulée, 44% des Camerounais disent que le niveau de la corruption a augmenté « un peu » ou « beaucoup ». Par contre, 30% d'entre eux estiment que le niveau de corruption a régressé « un peu » ou « beaucoup » (Figure 1).

**Figure 1: Perception du niveau de la corruption | Cameroun | 2015**



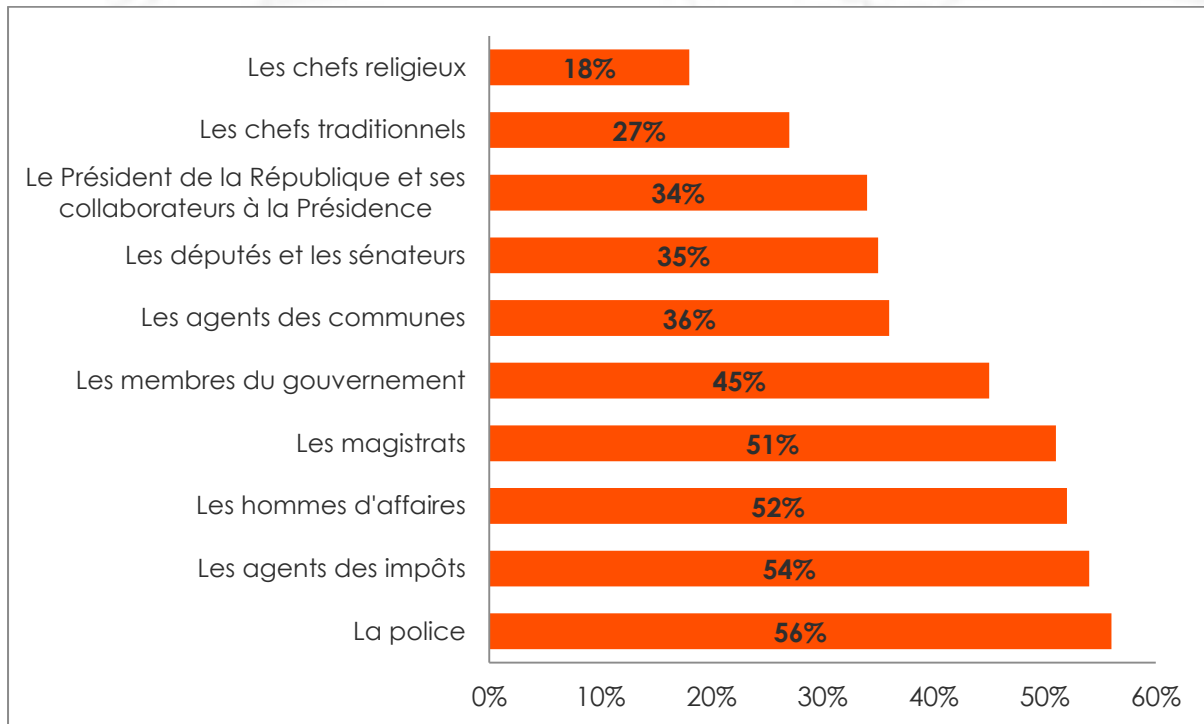
**Question posée aux répondants:** A votre avis, pendant l'année écoulée, le niveau de la corruption a augmenté, diminué, ou est resté le même dans ce pays?

Selon les Camerounais, la corruption est bien ancrée dans l'administration publique. Ainsi, parmi les corps les plus perçus comme corrompus au Cameroun, on a la police (dont 56% des citoyens disent que « la plupart » ou « tous » sont impliqués dans les affaires de corruption), les agents des impôts (54%), les magistrats (51%), et les membres du gouvernement (45%) (Figure 2). La majorité des citoyens disent la même chose par rapport aux hommes d'affaires (52%). Les chefs religieux et les chefs traditionnels sont moins perçus comme corrompus.

Ainsi, il n'est pas surprenant que de nombreux Camerounais affirment avoir eu à payer des pots-de-vin dans des services publics. Parmi ceux qui ont sollicité l'assistance de certains services publics pendant l'année écoulée, environ le tiers a dû payer des pots-de-vin dans les écoles publiques (32%); les hôpitaux publics (31%); les sociétés nationales d'eau, d'assainissement, ou d'électricité (34%); et les institutions de la police (34%) et de la justice (32%). Ce n'est que pour l'acquisition des pièces d'identité (extrait de naissance, permis de

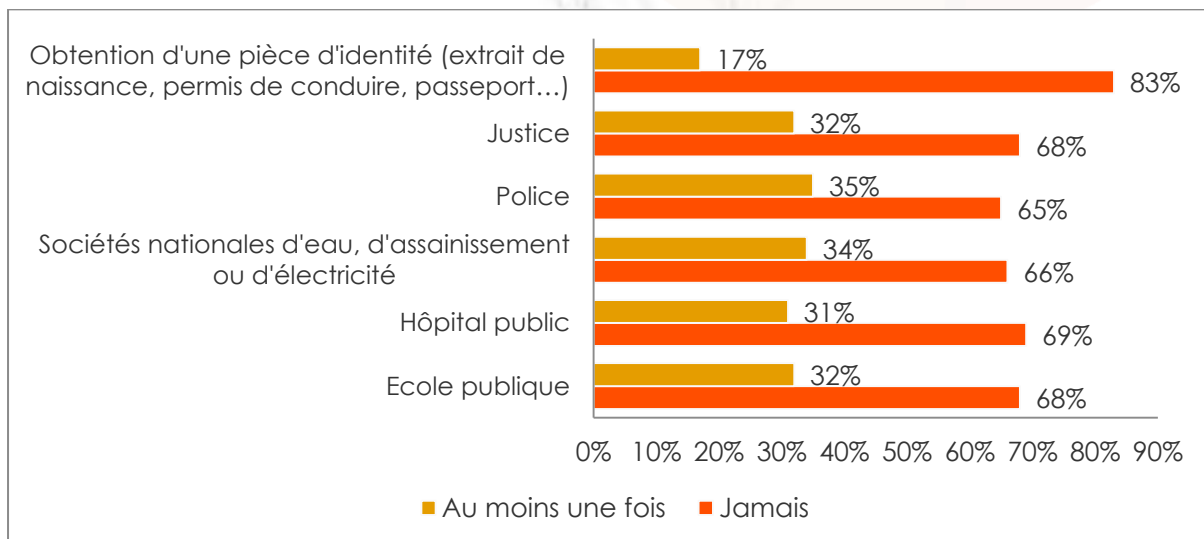
conduire, passeport, etc.) que le phénomène de la corruption semble diminuer avec 17% (Figure 3).

**Figure 2: Les personnes les plus impliquées dans les affaires de corruption**  
 | Cameroun | 2015



**Question posée aux répondants:** Selon vous, combien de personnes des groupes suivants sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'êtes-vous pas assez familier avec eux pour donner votre opinion? (% de ceux qui répondent « tous » ou « la plupart d'entre eux »).

**Figure 3: Paiement des pots-de-vin dans les services publics** | Cameroun | 2015

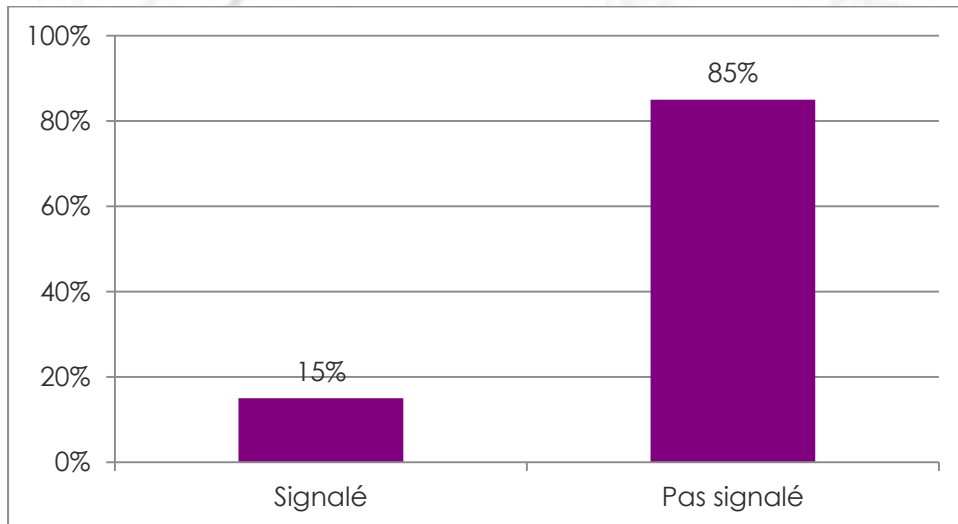


**Question posée aux répondants qui ont obtenu certains services publics pendant l'année précédant l'enquête:** Combien de fois aviez-vous été obligé de payer un pot-de-vin, offrir un cadeau ou une faveur quelconque afin d'obtenir les services dont vous aviez besoin dans ces institutions? (Parmi ceux qui ont sollicité ces services pendant l'année écoulée, % de ceux qui ont payé un pot-de-vin « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent »)

## Rôle du citoyen dans la lutte contre la corruption

La pratique des pots-de-vin est si courante dans l'administration publique camerounaise que de nombreux enquêtés la trouvent normale. Ainsi, la grande majorité (85%) des Camerounais ayant été obligés de payer des pots-de-vin déclarent qu'ils ne dénoncent jamais ces cas de corruption; seulement un cas sur sept est dénoncé (Figure 4).

**Figure 4: Les cas de corruption dénoncés dans les services publics | Cameroun**  
 | 2015



**Question posée aux répondants qui ont payé des pots-de-vin:** Si vous avez payé un pot-de-vin pour n'importe lequel des services cités plus haut, avez-vous signalé un des incidents que vous avez mentionnés à un officiel du gouvernement ou à une toute autre autorité?

Les raisons qui justifient la non-dénonciation des cas de corruption par les Camerounais sont assez nombreuses. La raison la plus souvent invoquée est la peur des conséquences (mentionnée par 30% des répondants) (Figure 5). D'autres pensent que dénoncer ne sert à rien parce qu'aucune action n'aura lieu (13%), que les gens ignorent où (11%) ou comment (6%) les signaler, ou que les officiels à qui on devrait les signaler sont eux-mêmes corrompus (10%).

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – sur n'importe quelle question, pays, ou période. C'est facile et gratuit au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

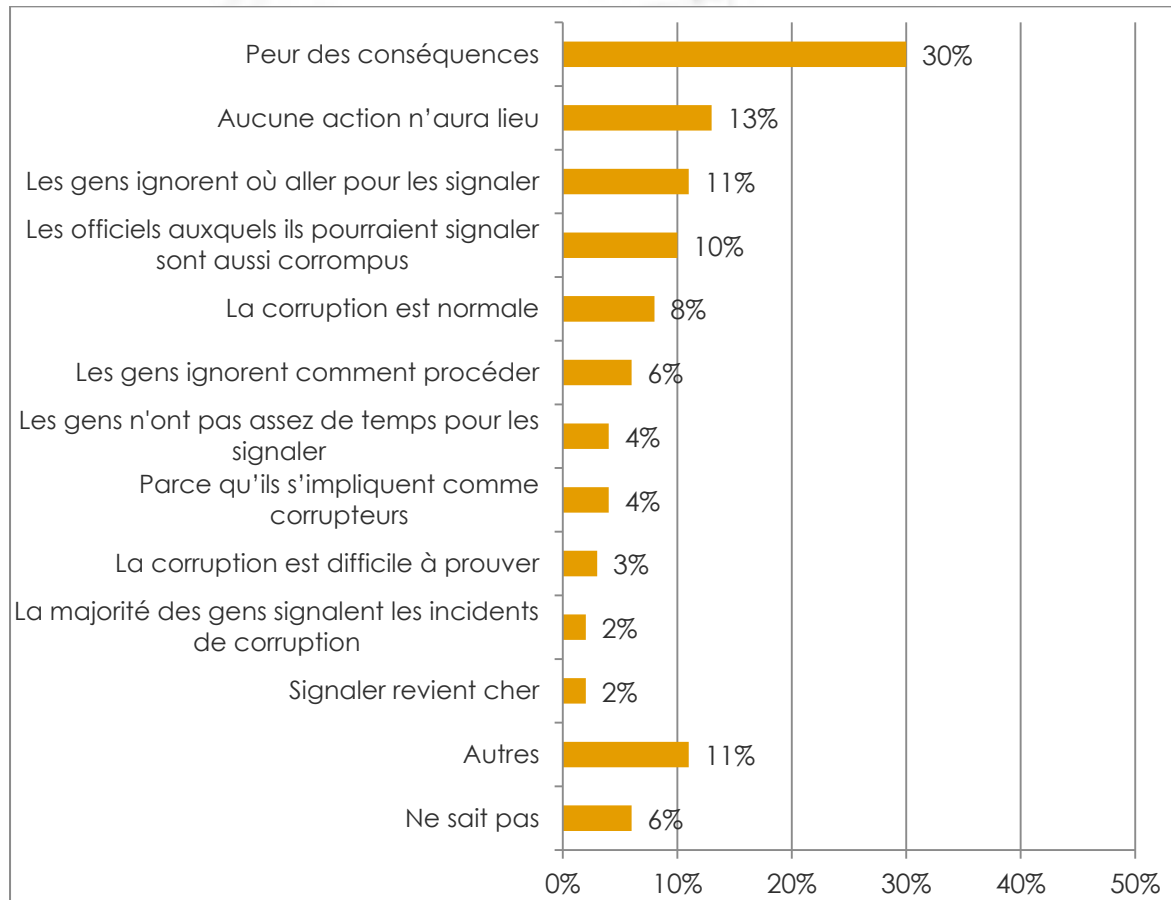
La résignation et la peur dont font preuve les Camerounais peuvent se comprendre dans la société camerounaise. En effet, dans la plupart (87%) des cas de corruption dénoncés, aucune sanction n'est prise contre l'accusé, et dans

environ un cas sur cinq (18%), le dénonciateur est victime de représailles ou d'autres conséquences négatives (Figure 6).

Cependant, la majorité (56%) des Camerounais sont convaincus que les citoyens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption. A l'opposé, ils sont 34% à penser que les gens ordinaires ne peuvent pas faire la différence dans cette lutte (Figure 7).

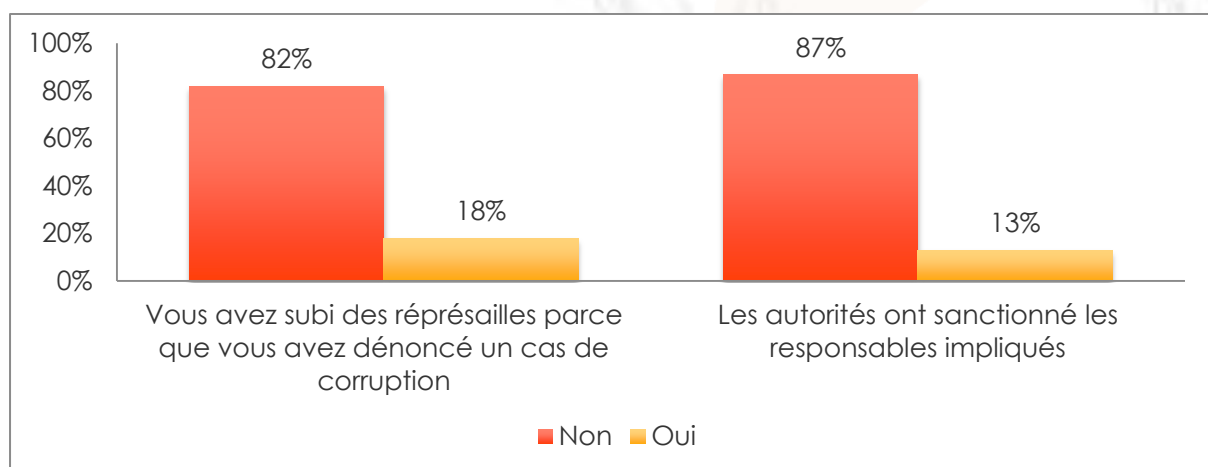
Lorsqu'on leur demande la chose la plus efficace que les citoyens ordinaires peuvent faire pour aider à combattre la corruption au Cameroun, les solutions le plus souvent proposées sont de refuser de payer des pots-de-vin (33%) et de signaler les cas de corruption (22%) (Figure 8). Un Camerounais sur quatre disent qu'il n'y a rien à faire (15%) ou qu'ils ne savent pas (9%).

**Figure 5: Raisons de la non-dénonciation des cas de corruption** | Cameroun | 2015



**Question posée aux répondants:** Certaines personnes avancent que plusieurs incidents de corruption ne sont jamais signalés. En vous basant sur votre expérience, quelle est, à votre avis, la raison principale qui empêche les gens de signaler la corruption quand elle a lieu?

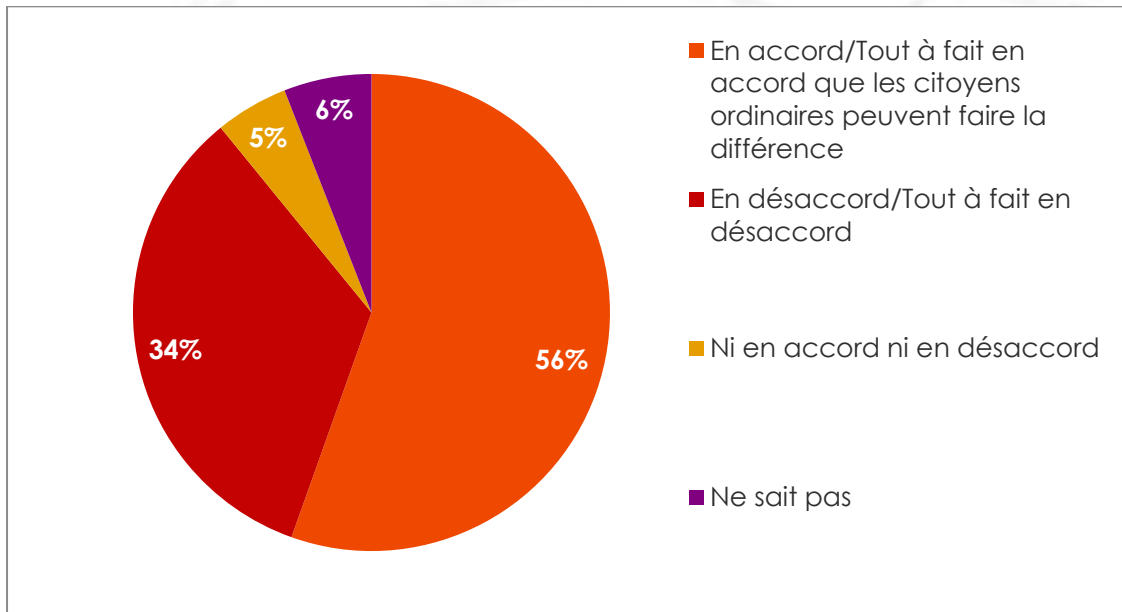
**Figure 6: Les réactions consécutives à la dénonciation des cas de corruption** | Cameroun | 2015



**Question posée aux répondants qui ont signalé un cas de corruption:** Lequel des événements suivants est survenu récemment après que vous ayez signalé un cas de corruption:

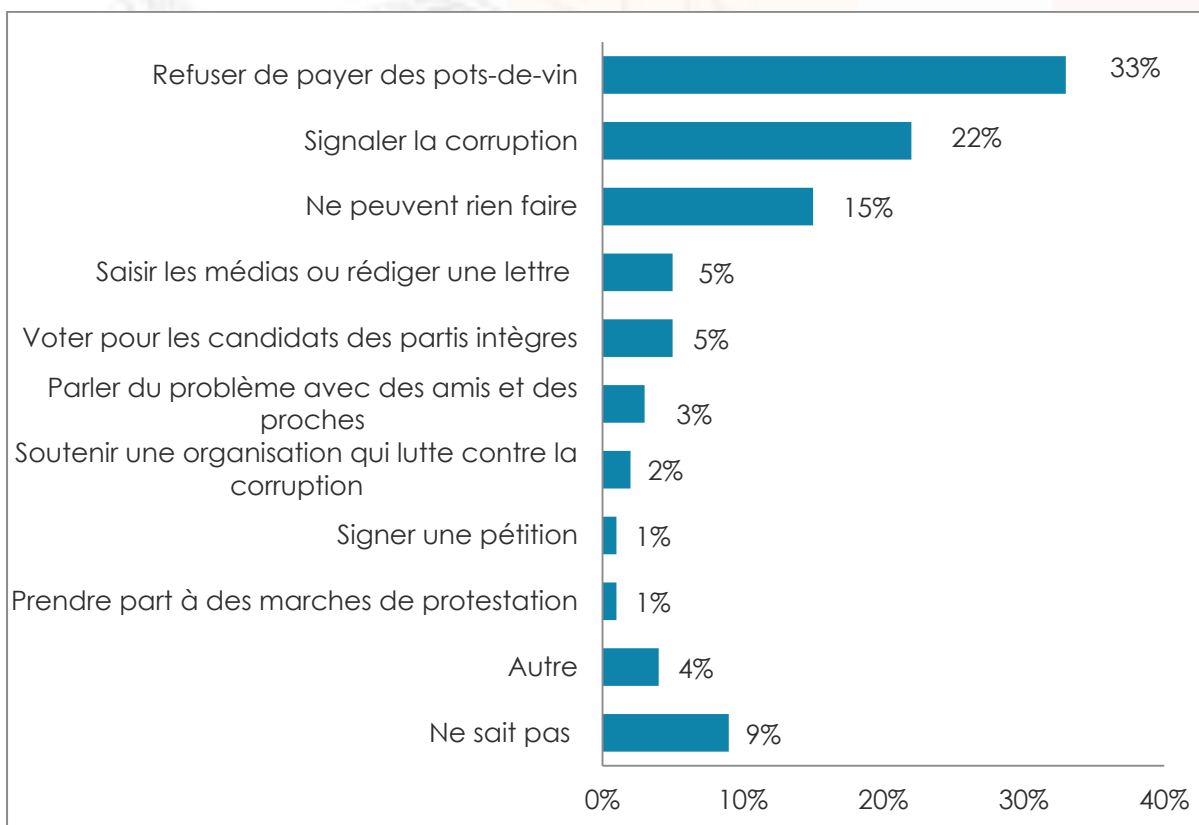
- Vous avez subi des représailles ou d'autres conséquences négatives en raison de votre dénonciation du cas de corruption?
- Les autorités ont agi contre les responsables impliqués?

**Figure 7: Les citoyens ordinaires peuvent-ils faire la différence dans la lutte contre la corruption?** | Cameroun | 2015



**Question posée aux répondants:** Pourriez-vous me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: les citoyens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption?

**Figure 8: Les solutions proposées pour combattre la corruption** | Cameroun | 2015

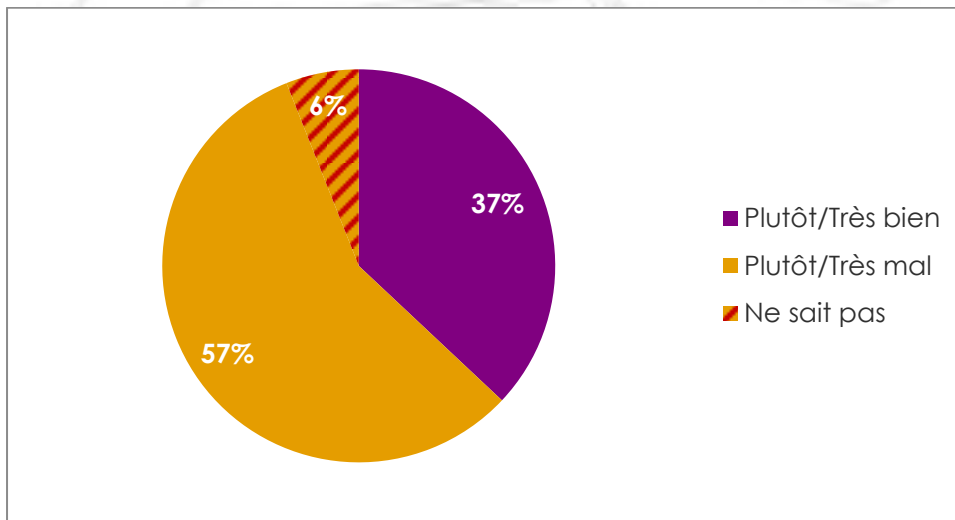


**Question posée aux répondants:** Quelle est la chose la plus efficace que les citoyens ordinaires peuvent faire pour aider à combattre la corruption dans ce pays?

## Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption

La majorité (57%) des Camerounais jugent « très » ou « plutôt » mauvaise les efforts de lutte contre la corruption menées par le gouvernement. Par contre, ils sont 37% à trouver que ces efforts sont efficaces (Figure 9).

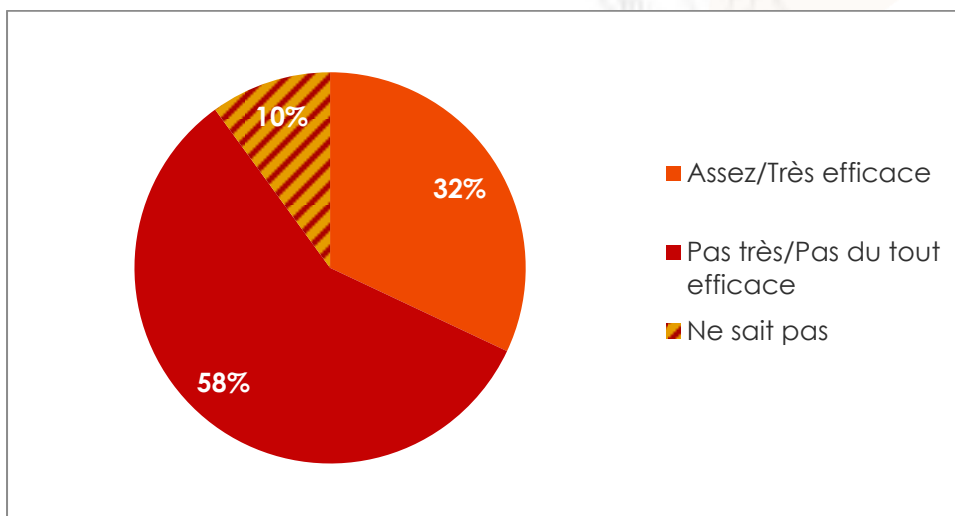
**Figure 9: Appréciation des efforts gouvernementaux de lutte contre la corruption**  
 | Cameroun | 2015



**Question posée aux répondants:** Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique?

Il n'est donc pas surprenant que les Camerounais pensent que l'opération de lutte contre la corruption lancée par le président de la République et dénommée « Opération Epervier » n'est pas efficace. Ainsi, 58% des enquêtés pensent que l'« Opération Epervier » est « pas très efficace » ou « pas du tout efficace », contre 32% qui la trouvent « assez » ou « très » efficace (Figure 10).

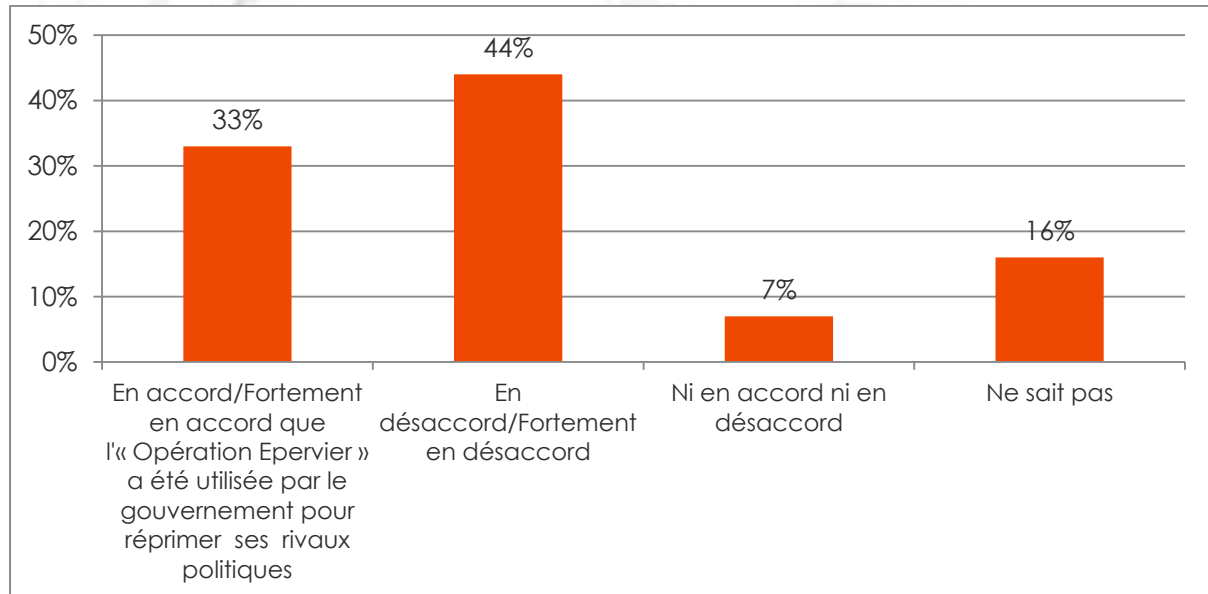
**Figure 10: L'appréciation de l'« Opération Epervier »** | Cameroun | 2015



**Question posée aux répondants:** A quel point pensez-vous que « l'Opération Epervier » a été efficace dans la lutte contre la corruption et les détournements de fonds publics par des fonctionnaires, ou n'avez-vous pas assez entendu parler?

Ainsi, ils sont nombreux les Camerounais qui pensent que l'« Opération Epervier » est utilisée comme un instrument de purge par le gouvernement pour éliminer les adversaires politiques: Le tiers (33%) des enquêtés sont de cet avis. A contrario, ils sont 44% à trouver que l'« Opération Epervier » n'est pas utilisée par le gouvernement pour éliminer les adversaires politiques (Figure 11).

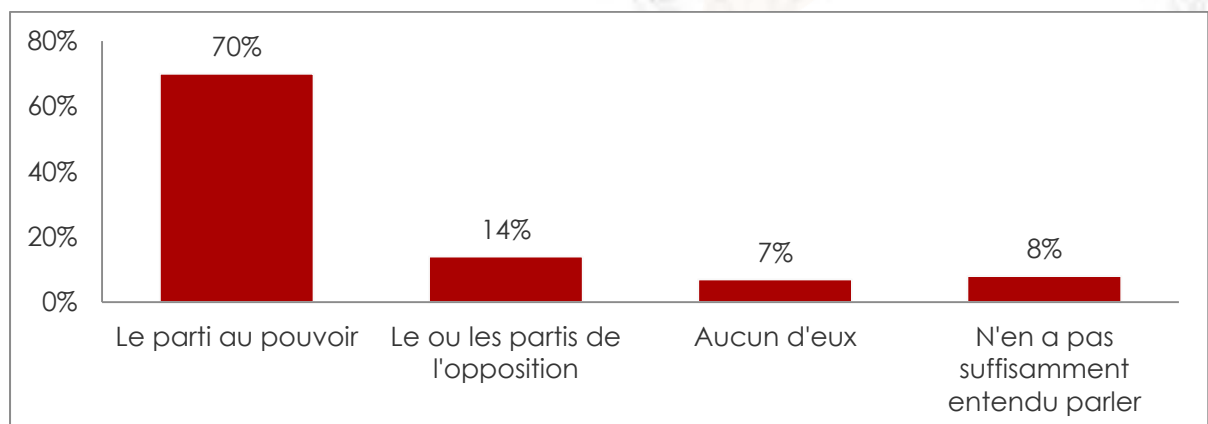
**Figure 11: L'« Opération Epervier », outil de lutte contre la corruption ou instrument de purge? | Cameroun | 2015**



**Question posée aux répondants:** Etes-vous en désaccord ou en accord avec l'affirmation suivante: L'opération anti-corruption connue sous le nom « Opération Epervier » a été utilisée par le gouvernement pour réprimer ses rivaux politiques?

Lorsqu'on leur demande quel parti politique pourrait le mieux lutter contre la corruption dans l'administration publique, 70% des Camerounais répondent le parti au pouvoir (Figure 12).

**Figure 12: Le parti politique le plus à même de lutter contre la corruption dans l'administration publique | Cameroun | 2015**



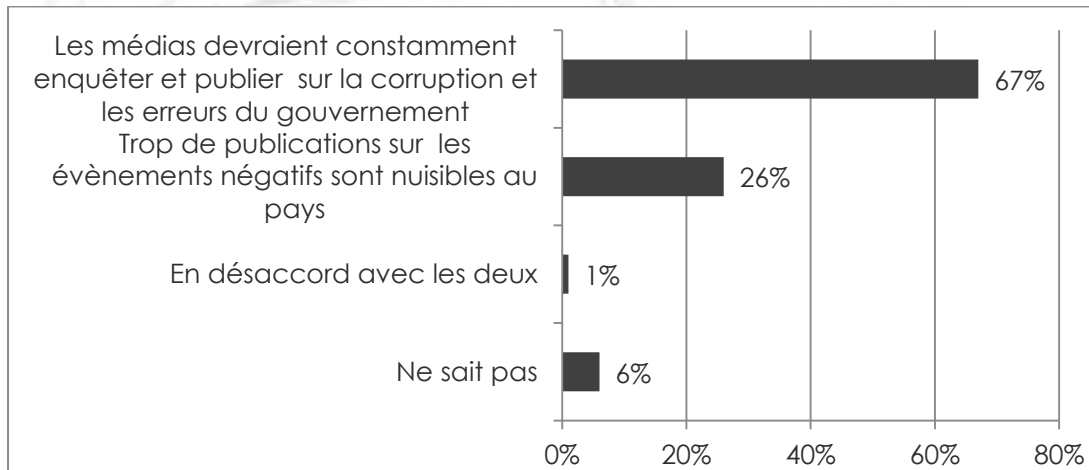
**Question posée aux répondants:** A votre avis, en considérant les partis politiques au pouvoir et ceux de l'opposition de ce pays, lequel est le plus en mesure de répondre à chacun des besoins suivants, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: Lutter contre la corruption au sein de l'administration publique?



## Rôle des médias dans la lutte contre la corruption

Les deux-tiers (67%) des répondants disent que les médias doivent constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement, contre 26% qui pensent que trop de publications sur les événements négatifs comme la corruption sont nuisibles au pays (Figure 13).

**Figure 13: Les médias devraient-ils enquêter sur la corruption et les erreurs du gouvernement? | Cameroun | 2015**



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2.

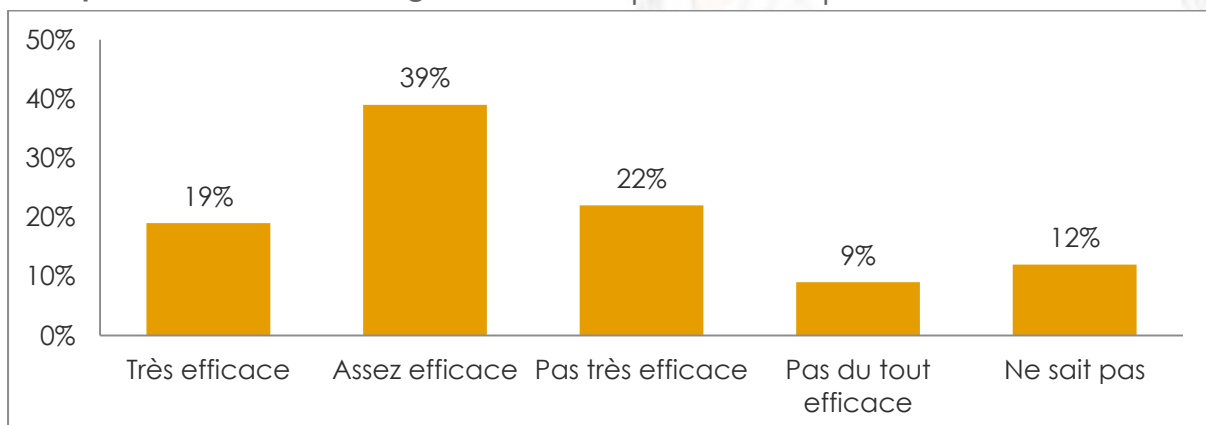
Affirmation 1: Les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement.

Affirmation 2: Trop de publications sur les événements négatifs comme la corruption et les erreurs du gouvernement sont nuisibles au pays.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Contrairement à leur perception de la performance du gouvernement, les Camerounais pensent majoritairement (58%) que le travail de la presse est « assez efficace » ou « très efficace » pour révéler les erreurs du gouvernement ou les cas de corruption. Ils ne sont que 31% à apprécier négativement (« pas très efficace » ou « pas du tout efficace ») le travail des médias (Figure 14).

**Figure 14: Appréciation de l'efficacité des médias dans la dénonciation des cas de corruption et des erreurs du gouvernement | Cameroun | 2015**



**Question posée aux répondants:** Dans ce pays, à quel point est-ce que la presse est efficace pour révéler les erreurs du gouvernement ou les cas de corruption?

## Conclusion

La corruption est bien ancrée dans l'administration publique camerounaise, notamment dans la police, chez les agents des impôts, les magistrats, les membres du gouvernement. La lutte contre la corruption menée par le gouvernement est jugée inefficace par de nombreux Camerounais, qui trouvent que certains cas de corruption dénoncés ne sont pas souvent sanctionnés. Cependant, les Camerounais pensent que les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption en refusant de payer les pots-de-vin et par la dénonciation.

**Gérard-José Ebodé** est doctorant en science politique à l'Université de Yaoundé 2 au Cameroun. Email: ebodegerardjose@yahoo.fr.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université de l'État de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

**Dépêche No. 94, Afrobaromètre | 30 mai 2016**